

3 - C. Pôle Stratégie Développement Aménagement – Service Information Géographique / service Donnée : Fusion des services SIG et Données en un nouveau Service Données Territoriales et Information Géographique (avis) ;

En introduction à nos propos sur le dossier qui nous est présenté en vue de la fusion de deux services, nous voulons remercier Mme Le Proud'hom pour l'ensemble des réponses faites à nos interrogations suite à la rencontre avec certains agents.

Nous voulons aussi exprimer le fait que les agents ne sont pas opposés à cette fusion même si un certain nombre d'entre eux auraient préféré un rapprochement "plus en douceur" qui aurait pu être une première étape vers une fusion, si les conclusions y étaient favorables.

Rapprochement "simple" des 2 services en créant une unité avec les 4 agents du service "data" dans un premier temps. Puis, dans un second temps et en ayant pris le temps de l'analyse, une réorganisation après ce temps d'infusion et de rapprochement.

En effet, la phase de "prise de connaissance" de l'automne dernier n'a fait que confirmer qu'il n'y avait que très peu de recouvrement métier entre ces deux entités.

Sur le rapport, le chapitre des enjeux commence par "Dans un contexte de montée en charge", or cette montée en charge a surtout été prégnante lors du passage en métropole. Depuis c'est plutôt un plateau constant de grosse charge sur des dossiers souvent complexes car impliquant moult acteurs ou systèmes informatiques. La charge dont il est fait question est en partie créée par l'élection à des appels à projets plus ou moins compris qui obligent les agents à réaliser des choses dans le désordre et au détriment de projets de fonds. Il est cependant certain qu'une majeure partie aurait de toute façon été là par la demande des services pour nos politiques publiques.

Vous listez 5 facteurs qui auraient conduits à proposer cette réorganisation.

- La numérisation des services impose à tous les services de monter en compétence sur la donnée,
 - cela existe depuis de nombreuses années et les agents sont fortement impliqués dans les formations en interne et en externe de nos collectivités.
- Les demandes des directions métiers sont de plus en plus nombreuses et leur prise en charge doit être simplifiée,
 - Plusieurs agents n'ont pas l'impression que la fusion proposée et cette nouvelle organisation répond à ce souhait de simplification... "Ingénierie des données" d'un côté, "Transformation des métiers" de l'autre avec des agents très orientés données (dont 2 chargés de mission Données).
- Les nouveautés technologiques questionnent en permanence les pratiques et invitent les services SIG et Données à s'adapter,
 - les agents trouvent cette formulation extrêmement vexante au regard de tout ce qui a été le fruit d'une adaptation constante depuis de nombreuses années avec en autres sujets : le portail des données géographiques, la 3D, la création de la Base Adresses Nationales, la mise en œuvre du Plan de Corps de Rues simplifié (appelé aussi Référentiel Topographique à Grande Echelle), le big data...
- La transition écologique nécessite d'être outillée,

- la transition écologique a déjà fourni des sujets de travaux et des outils ont d'ores et déjà été créés tels que :

Le catalogue de métadonnées de Rennes Métropole et le Portail des données géographiques pour répondre aux obligations de la loi Inspire (le porter à connaissance puis la mise à disposition des données environnementales)

CopTerre sur les études de surfaces de couverture utilisables en vue de la pose de panneaux photovoltaïques

Le projet Rudi pour le partage, entre autre, des données environnementales.

● Le traitement des données doit se faire dans la transversalité et il faut un service garant du bon usage des données pour le service public.

- L'argument de la transversalité est servi à toutes les sauces des réorganisations, fusion, etc...

- Est-ce en partie la raison de l'éclatement du service Cartographie Diffusion 2D/3D en deux, seule unité réellement impactée par cette réorganisation ?

Pour rappel le rôle de l'unité Cartographie Diffusion 2D/3D dans le domaine de la transversalité et l'usage des données ces dernières années : la reprise des formations SIG en interne pour acculturer les agents et améliorer la qualité générale des données, des centaines de données publiées sur le Portail de données géographiques, un agent recruté pour répondre aux besoins de traitement de gros jeux de données (Big Data), des centaines de cartographies réalisées à la demande des services, la réponse aux exigences de la loi 3DS à la place des 43 communes de la Métropole (obligation d'adressage), des communes qui, désormais, gèrent leurs propres jeux de données...

- En quoi l'organisation proposée est-elle "robuste" aux yeux de M. Joël Bastin ?

- Cela ne va-t-il pas rajouter des niveaux de décisions supplémentaires ?

La réorganisation proposée ne convient pas à un certain nombre d'agents car l'organigramme et/ou la description des missions déprécient pour partie des métiers (géomètres topographes, géomaticien).

Ce sentiment, malheureusement, a été confirmé lors de la 1^{ère} présentation du futur organigramme lorsque le nom du futur service ne comportait plus aucune référence aux cartes ni à la géographie, ni au SIG, gommant maladroitement 40 ans d'historique et d'identité. Cela a été corrigé devant le tollé provoqué.

Les agents relèvent le déclassement de la topographie à Rennes Métropole car le poste de responsable de l'équipe Topographie se trouve être proposé à un technicien là où il y a 5 ans encore la collectivité avait 2 ingénieurs géomètres. L'excellence Topo est un historique fort de la ville de Rennes qui ne se négocie pas, il devrait y avoir une unité Topo à part entière.

Le regroupement de la Topo avec les "spécialistes" de la donnée interroge également alors que les métiers sont vraiment très différents. N'y a-t-il pas là un risque de rendre "invisibles" certaines missions et donc certains agents au profit d'une mise en avant des projets dits innovants ?

Nous vous remercions pour la réponse relative aux possibilités offertes pour candidater sur les postes de responsables d'unités offertes aux agents du service et pas uniquement aux agents des unités concernées. Cela ne semblait pas avoir été compris comme tel par les agents.

Toujours sur l'organigramme, au-delà d'une transversalité affichée, comment justifier la création d'une unité hybride de 15 agents "Données et Référentiels" avec la création d'une unité "Stratégie et animation" avec seulement 2 agents issus du service "data" qui auraient pu intégrer cette unité "Données et Référentiels".

Avant de conclure, les plans de réorganisations des locaux nous interrogent sur trois points :

- Les groupes de travail autour de la future réorganisation sont issus des unités actuelles alors que les unités vont être, pour certaines, grandement modifiées,
- Il est proposé de regrouper jusqu'à 8 personnes par bureaux alors que dans le même temps des encadrants se retrouvent dans des bureaux seuls alors que la surface pourrait permettre d'accueillir deux agents,
- Il est proposé de créer un espace restauration alors qu'un projet sur la salle Jean Descottes devrait aboutir à la création d'un espace restauration pour les agents du site et que les surfaces sont déjà comptées.

Vis-à-vis des études menées par CoProd et WAVESTONE, nous avons eu des retours assez surprenants d'intervenants de CoProd. En effet, les ateliers proposés étaient censés recueillir les propositions des agents et les conclusions en découler. Alors comment interpréter que les intervenants de CoProd complètent les propositions des agents par des réflexions qui leur sont des incontournables. À ce moment-là, pourquoi faire des groupes de travail et quel est le poids donné aux propositions des agents ?

Les agents que nous avons rencontrés vont subir cette fusion mais souhaitent quand même pouvoir mesurer ses effets en espérant pouvoir remettre en cause certains choix si ils s'avéraient néfastes au fonctionnement du service, des unités et de la mission.

Pour autant, lors de nos échanges avec certains agents clés dans le service, certains font part de leur incompréhension sur les objets et missions du service ainsi que sur sa future organisation sans cacher leurs capacités à quitter notre collectivité malgré l'attrait des missions qui les avait fait l'intégrer.

Nous sommes extrêmement circonspects et voteront CONTRE cette fusion.